

**DECISION DU MAIRE PRISE EN APPLICATION  
DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Objet : Autorisation d'occupation et signature d'une convention entre la Ville et l'association Association GAMBIAN UNION pour la mise à disposition gymnase Robespierre, 21, rue Danielle Casanova 93300 Aubervilliers.**

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2122-22 permettant à Madame le Maire d'exercer certaines attributions ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment l'article L. 2125-1 relatif aux conditions financières de la mise à disposition du domaine public ;

Vu la délibération n°118 du 03 octobre 2024 donnant au Maire délégation pour décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans qu'il s'agisse de biens mobiliers ou immobiliers ;

Vu la demande formulée par l'association GAMBIAN UNION tendant à la mise à disposition du gymnase Robespierre, 21, rue Danielle Casanova 93300 Aubervilliers, du 12 octobre 2025 au 5 juillet 2026.

Considérant que l'association GAMBIAN UNION à but non lucratif, concourt à une mission d'intérêt public local à Aubervilliers ; qu'il y a lieu de lui délivrer une autorisation d'occupation temporaire, à titre gratuit, du gymnase Robespierre, sis 21, rue Danielle Casanova à Aubervilliers, du 12 octobre 2025 au 5 juillet 2026, les dimanches de 17h – 20h00.

**DECIDE :**

**DELIVRE** une autorisation d'occupation du gymnase Robespierre dans les conditions susmentionnées et selon les dispositions prescrites par le conventionnement entre lesdites parties.

**APPROUVE** le projet de convention à conclure entre la Ville et l'association GAMBIAN UNION.

**AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention précitée ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

**DIT** que l'autorisation d'occupation devra faire l'objet d'une valorisation au titre d'une subvention en nature que l'association devra faire figurer dans son bilan comptable et que la Ville fera valoir au titre de sa contribution à la vie associative de la collectivité.

**DIT** que l'autorisation d'occupation est consentie du 12 octobre 2025 au 5 juillet 2026.

**DIT** qu'en raison de la nature et de l'intérêt des activités de l'association, la mise à disposition est consentie à titre gratuit.

**DIT** que le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision.

**DIT** que la présente décision sera transmise au représentant de l'État dans le département, au titre du contrôle de légalité.

**Reçue en préfecture le : 28/10/25**

**Accusé en préfecture :**

**93-219300019-20251028-Imc141753-CC-1-1**

**Publiée le : 28/10/25**

**Certifiée exécutoire : 28/10/25**

**Notifiée le : 28/10/25**

Fait à Aubervilliers le 28 octobre 2025

Karine FRANCLET

Maire d'Aubervilliers

Conseillère départementale

*En application des articles R421-1 et suivants du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant la Maire ainsi que d'un recours contentieux dans ce même délai, devant le Tribunal administratif de MONTREUIL (7, rue Catherine PUIG – 93558 MONTREUIL Cedex). Le recours gracieux proroge le délai de recours contentieux, l'absence de réponse au recours gracieux dans un délai de deux mois suivant sa réception par la commune constitue une décision implicite de rejet qui peut elle-même être contestée devant le Tribunal administratif de MONTREUIL dans un délai de deux mois.*